

## Forum 2011 de l'OCDE : Restaurer la confiance dans le système



**La crise a révélé de graves failles dans l'économie mondiale, et des carences dans la gouvernance et la réglementation. Avec la crise et la chute du niveau de vie de nombre de nos concitoyens, la confiance du public dans le système s'est effritée. Des mesures s'imposent pour la restaurer.**

Qu'ont fait les gouvernements afin de dépasser le déficit de confiance ? Quelles actions devraient être mises en place ? Quels résultats doivent être produits afin de restaurer la confiance et de reconstruire la crédibilité des politiques ?

Dans le sillage de la pire crise économique que le monde ait connue depuis des décennies, l'une des tâches les plus urgentes des gouvernements consiste à rétablir la confiance des individus dans le système, notamment dans le rôle de l'État.

Lorsque le système financier s'est écroulé, des millions de personnes ont vu leur épargne s'évaporer et leur niveau de vie chuter. Seul un effort conjoint et massif des gouvernements dans le monde entier par le biais du G20, qui a rassemblé les pays développés et en développement autour d'une même table, a permis d'éviter un effondrement total et une possible dépression.

Une gouvernance plus énergique, une réglementation améliorée et une approche centrée sur l'éthique dans l'entreprise sont à présent indispensables pour que les citoyens retrouvent confiance dans le système financier.

Une grande partie des changements nécessaires ont fait l'objet de promesses de la part des gouvernements et certains sont déjà en cours. Mais ils devront tout d'abord produire des résultats pour regagner la confiance des individus et reconstruire une certaine crédibilité dans le système.

D'autres enseignements ont été tirés de la crise, notamment sur le plan de la gouvernance. Ils se traduisent aujourd'hui par une volonté nouvelle de s'attaquer à la fraude fiscale et d'éradiquer la corruption, pour une bonne part sous l'impulsion d'initiatives de l'OCDE telles que la *Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption*.

Ces actions sont clairement nécessaires. La lutte contre la récente crise a été si coûteuse que les gouvernements sont en grande difficulté pour gérer leurs économies et mal armés pour affronter une autre crise : la réglementation financière doit entrer en action et assainir la

situation des banques ; des pratiques comme la fraude fiscale et la corruption, qui privent l'État de recettes fiscales, faussent l'activité économique et alimentent les inégalités et le sous-développement, doivent être éradiquées.

S'ils veulent garder la confiance de leurs électeurs, les gouvernements doivent être capables de convaincre les citoyens que leurs affaires sont dans de bonnes mains. Ils savent que la confiance et la bonne gouvernance sont indispensables pour permettre à nos économies d'aller de l'avant.